



numéro 1, Juin 2020

WES newsletter

Projet WES (Water and Environment Support / appui dans les domaines de l'eau et de l'environnement)

Le projet «Appui dans les domaines de l'eau et de l'environnement dans le voisinage Sud de l'instrument européen de voisinage (IEV)» (Water and Environment Support in the ENI Southern Neighbourhood region – WES) est un projet mis en œuvre par l'Union européenne. Il vise à protéger les ressources naturelles du bassin méditerranéen et à améliorer la gestion des ressources limitées en eau de la région. L'un des grands objectifs du projet WES est d'apporter des solutions aux problèmes que posent la prévention de la pollution et l'utilisation rationnelle de l'eau. Le projet WES entend capitaliser sur les enseignements fructueux retirés de plusieurs projets antérieurs, également financés par l'Union européenne (H2020 CB/MEP 2010-2014, SWIM SM et SWIM-Horizon 2020 2015-2019) et contribuer à l'épanouissement d'un environnement propice à la mise en œuvre de ces solutions et renforcer les capacités de l'ensemble des parties prenantes des pays partenaires dans les domaines de l'eau et de l'environnement.

Le projet WES vise à soutenir la transition vers un modèle de consommation et de production plus durable, à promouvoir une gestion efficace et intégrée de l'eau, à lutter contre les déchets plastiques et marins et à encourager les échanges sur les grandes questions environnementales et du développement durable. Il a vocation à fonctionner comme un mécanisme de soutien auprès des pays partenaires, à créer des synergies vers la mise en œuvre de collaborations et la diffusion des informations et des bonnes pratiques. Il compte également des partenaires institutionnels, notamment l'Union pour la Méditerranée (UpM) pour la facilitation des échanges et le déploiement de stratégies spécifiques à l'échelle régionale, et le Programme des Nations unies pour l'environnement / Plan d'action pour la Méditerranée de la convention de Barcelone.

Les pays partenaires du projet WES sont : l'Algérie, l'Égypte, Israël, la Jordanie, le Liban, le Maroc, la Lybie, la Palestine et la Tunisie.

COVID-19 : un coup de semonce pour saluer le lancement du projet WES

Le lancement des activités prévues dans le programme de travail du projet régional «Appui dans les domaines de l'eau et de l'environnement dans le voisinage Sud de l'instrument européen de voisinage (IEV)» (*Water and Environment Support in the ENI Southern Neighbourhood region – WES*) financé par l'Union européenne a coïncidé avec la confirmation d'une pandémie de coronavirus (vecteur de la maladie dite « COVID-19 ») à l'échelle mondiale, qui n'a pas épargné la Méditerranée.

Il ne s'agit pas uniquement d'une stricte crise sanitaire à l'envergure, certes, sans précédent – nombre de personnes infectées, nombre de décès, tout particulièrement dans le Nord de la Méditerranée –, mais d'une crise sanitaire dont les répercussions sociales et économiques, liées aux mesures de confinement, à la fermeture des écoles, aux restrictions aux déplacements et à la distanciation sociale, sont extrêmement graves, se traduisant notamment par des secteurs d'activité en profond désarroi, des taux de chômage en hausse et des conditions de vie encore plus difficiles pour les plus défavorisés.

L'équipe du projet WES, outre prendre les mesures nécessaires à une mise en œuvre du programme de travail aussi fidèle que possible à l'intention originale au vu des circonstances actuelles exceptionnelles, tient à souligner que la situation actuelle est l'occasion pour nous tous de prendre – enfin – la pleine mesure d'un certain nombre de questions critiques, dont certaines sont traitées dans le cadre du projet WES. (...)

1 Cette dénomination ne saurait être entendue comme une reconnaissance de l'État de Palestine et est sans préjudice des positions respectives des États membres de l'Union européenne et des pays partenaires sur cette question.

Prenons la question de l'eau : la mesure élémentaire la plus simple à suivre pour éviter la propagation du virus est de se laver souvent les mains, à l'eau claire et potable. Résultat : la consommation d'eau a augmenté de 30 % à 50 % dans la région méditerranéenne, et les ménages accaparent des ressources jusqu'ici consacrées à l'agriculture. Il est tout particulièrement alarmant de constater, aujourd'hui encore, que des millions de personnes vivant en Méditerranée n'ont pas accès à l'eau potable, et qu'un nombre encore plus grand n'a pas accès à des sanitaires. La situation est encore pire dans les zones de guerre et de conflits armés et dans les camps de réfugiés, donnant lieu à des effets en chaîne sur la santé, l'économie et la société. L'intensification de la consommation d'eau et une utilisation accrue à des fins domestiques font que l'agriculture, les écosystèmes naturels et l'environnement de manière générale souffrent cruellement du manque d'eau.

Heureusement, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et plusieurs autres organisations indiquent que le coronavirus n'a été relevé dans aucune masse d'eau naturelle. En revanche, des traces ont été relevées dans des eaux usées non traitées qui, dans certains cas, sont encore utilisées à l'état « brut » dans l'irrigation informelle dans certains pays méditerranéens.

Le traitement conventionnel de l'eau potable et des eaux usées est également efficace pour faire barrage à la COVID-19, ce qui signifie que toutes les activités liées à la gestion intégrée des ressources en eau, à l'économie de l'eau, à la réduction des pertes, à la maîtrise de l'eau non facturée, à la promotion de l'utilisation sûre des ressources en eau non conventionnelles, aux systèmes de rétention des eaux grâce à la recharge des aquifères, aux méthodologies axées sur l'interconnexion entre les systèmes hydriques, énergétiques et alimentaires, à l'économie des ressources en eau utilisées par l'industrie (agroalimentaire, notamment) et à l'atténuation de la pollution dans

les masses d'eau, à la comptabilité de l'eau, etc. sont toutes pertinentes et au cœur des politiques pour lutter contre la COVID-19 et préparer, sur un mode proactif, la réponse à apporter à l'avenir à des crises analogues.

En outre, le fait que bon nombre de nouvelles maladies humaines sont liées à des zoonoses et aux contacts entre l'homme et l'animal dans une production industrielle de viande qui répond à une demande née de nouveaux modes de vie, où la consommation de viande est l'un des principaux facteurs de surconsommation, explique que l'ensemble des activités planifiées dans le cadre du projet WES ont trait, directement ou indirectement, à l'environnement, avec une focale sur les différents modes de recyclage, les alternatives à l'utilisation de matières plastiques, etc., dans l'intention de réexaminer des schémas de consommation et de production intenables – et non durables – et de promouvoir la sensibilisation et l'éducation, tout particulièrement en matière de procédés et de processus appropriés, y compris à destination des femmes et des jeunes.

Nous sommes également convaincus que le projet WES contribue, de manière concrète, à renforcer les capacités et les cadres institutionnels, et la capacité des pays partenaires à mobiliser et à gérer vertueusement les investissements dont ils ont un besoin urgent dans les domaines de l'eau, de l'environnement et de la sensibilisation, et nous espérons que ces domaines seront en bonne place sur la liste d'affectations des financements liés aux plans de reprise de l'après-COVID-19.

Prof. Michael Scoullos
Chef de l'équipe du projet WES

Prévention de la pollution dans la filière de la transformation de la tomate

La toute première des activités planifiées dans le cadre du projet WES, intitulée « Assistance technique à la mise en œuvre de mesures de prévention de la pollution dans la filière de la transformation de la tomate de la région côtière de Korba (Tunisie) », a été lancée le 14 mai dernier (14/05/2020).

L'objectif de cette activité du projet WES est de réduire les effets sur l'environnement des activités agroalimentaires de transformation de la tomate qui menacent la riche biodiversité de la région côtière de Korba. Cette activité vise tout particulièrement à mettre en œuvre des mesures destinées à optimiser l'utilisation des ressources naturelles et à réduire la pollution environnementale liée à la transformation industrielle de la tomate.

Elle prévoit en outre la mise en place d'un système de surveillance environnementale et le lancement d'un processus vers la conclusion, à l'échelle de la filière, d'un accord-cadre en matière de gestion durable des ressources. L'activité sera mise en œuvre au cours des 18 prochains mois.

En raison des restrictions imposées pour lutter contre la pandémie de COVID-19, la réunion, organisée par Anis ISMAIL, Expert principal Environnement, a été assurée en ligne. Y assistaient le représentant

de la délégation de l'Union européenne et plusieurs représentants du ministère tunisien de l'environnement et de l'Agence nationale pour la protection de l'environnement tunisienne (ANPE), ainsi que les experts non principaux mandatés par GOPA et MIO-ESCDE, deux des partenaires du consortium, qui sont chargés de la mise en œuvre de l'activité avec l'ensemble de l'équipe du projet WES. Soit, au total, une vingtaine de personnes.



Mise au point des activités prévues dans le cadre du projet WES

Depuis que le plan de travail du projet a été approuvé par le comité de pilotage, en septembre 2019, l'équipe du projet WES a travaillé d'arrache-pied, en collaboration avec les points focaux, les délégations de l'Union européenne et les autorités concernées des pays partenaires, à la mise au point des termes de référence d'un certain nombre d'activités prévues dans le plan de travail.

Ces termes de référence, qui précisent notamment les objectifs spécifiques, les groupes cibles et les résultats attendus de chaque activité, ont à présent été arrêtés pour la quasi-totalité des pays partenaires, en concertation, bien entendu, avec les divers membres du consortium du projet étant donné qu'ils sont chacun responsable de la mise en œuvre d'une ou de plusieurs activités ou qu'ils y participent. Chaque pays partenaire accueillera quatre activités nationales, deux dans le domaine de l'eau et deux dans le domaine de l'environnement.

Au cours des premiers mois de l'année 2020, les premiers termes de référence ont été approuvés par la direction générale du voisinage et des négociations d'élargissement de la Commission européenne (DG NEAR) et par les pays partenaires, et les premières activités viennent, ou sont en passe, d'être lancées. À l'instar de l'activité économique et sociale mondiale, la mise en œuvre des activités prévues dans le cadre du projet WES est fortement impactée par la pandémie de COVID-19. Nous tentons néanmoins de démarrer nos activités, par exemple en les lançant en ligne. C'est pourquoi, à l'heure actuelle, la priorité est donnée aux activités qui se prêtent à une mise en œuvre à distance.

Activités dont les termes de référence ont été approuvés à ce jour et qui devraient démarrer prochainement :

Tunisie : Assistance à la mise en place d'un service d'achats publics durables en Tunisie

Tunisie : Assistance technique à la mise en œuvre de mesures de prévention de la pollution dans la filière de la transformation de la tomate de la région côtière de Korba

Échelle régionale : Formation régionale à la comptabilité de l'eau

Algérie : Réalisation d'un diagnostic des utilisations de l'eau non facturée dans un site pilote et élaboration d'un plan d'amélioration visant à réduire les volumes d'eau non facturée par des interventions peu coûteuses avec retour sur investissement rapide

Israël : Gestion des eaux pluviales et mesures de rétention naturelle des eaux





Projet WES : plan d'action en faveur de l'égalité hommes-femmes et de la jeunesse

Dès le début, l'équipe du projet WES s'est engagée à promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes et des jeunes, tant au sein de sa structure et de son équipe de direction que dans les activités à mettre en œuvre. Un plan d'action en faveur de l'égalité hommes-femmes et de la jeunesse est en cours d'élaboration, afin de garantir que les besoins, les rôles et les intérêts différents des femmes et des hommes seront pris en compte et que les contraintes et les effets qui y sont liés seront traités de manière différenciée. Ce plan proposera en outre des solutions et stratégies pour combler les écarts entre les sexes et pour permettre aux femmes et aux jeunes de gagner en autonomie.

Le plan d'action en faveur de l'égalité hommes-femmes et de la jeunesse permettra de veiller à ce que l'ensemble des activités prévues dans le cadre du projet WES soient conçues et mises en œuvre selon le principe d'inclusion, à ce que les femmes et les jeunes y participent, indépendamment de leur milieu social, de leur âge, de leur race, de leur

appartenance ethnique ou de leur religion. Des temps de consultation avec des organisations de femmes et de jeunes et des groupes locaux pertinents seront organisés régulièrement.

En ce qui concerne le suivi et l'évaluation, des indicateurs de résultats intégrant la dimension de genre seront utilisés pour suivre et rendre compte de l'évolution socioéconomique et sexospécifique sur une durée donnée.

En résumé, ce plan d'action en faveur de l'égalité hommes-femmes et de la jeunesse a pour objet de fournir des conseils et des orientations sur la manière dont l'équipe et les experts du projet WES peuvent intégrer la dimension du genre et la question de la jeunesse dans une démarche pratique, stratégique et efficace. Il a en outre vocation à garantir que les résultats liés au genre et à la jeunesse soient renseignés dans le système du projet.

Phase finale de la sélection des projets de démonstration

Le projet stratégique « Green Med Initiative III » (GMI III) a pour double objectif la promotion d'une utilisation efficace de l'eau et la réduction du stress hydrique dans les zones rurales et urbaines de la Méditerranée. Dans ce cadre, le projet WES a vocation à assurer une assistance et de la formation techniques destinées à renforcer les cadres réglementaires nationaux, à initier et pérenniser le dialogue au niveau national et au niveau régional et à promouvoir l'échange de bonnes pratiques entre les différentes parties prenantes.

Un appel à propositions de projets de démonstration sur l'utilisation efficace de l'eau a été lancé (référence : EuropeAid/163941/DH/ACT/Multi) avec pour objectif spécifique de recenser, de tester et de présenter des solutions techniques et institutionnelles novatrices qui sont susceptibles d'être transposées à plus grande échelle et d'aboutir à une utilisation efficace de l'eau dans la région du sud de la Méditerranée.

31 notes succinctes de présentation conformes ont été reçues : à l'issue de leur examen, 17 demandeurs ont été invités à présenter une demande complète. Dans le cadre du projet WES, un comité d'évaluation a examiné 16 demandes, dont la moitié portait sur des activités à mettre en œuvre dans un pays et l'autre sur des activités à mettre en œuvre dans plusieurs pays à la fois. Le demandeur chef de file de deux d'entre elles était originaire d'un pays hors de l'Union européenne, les demandeurs chefs de file des 14 demandes restantes étaient originaires d'Italie (6), d'Espagne (3), de France (1), de Belgique (1) et des Pays-Bas (1). L'évaluation des demandes complètes s'est terminée en février 2020 et les résultats en ont été transmis à la direction générale du voisinage et des négociations d'élargissement de la Commission européenne (DG NEAR), à qui il appartient de prendre la décision finale d'attribution de subventions aux projets de démonstration proposés.

Préparation de la première formation régionale sur la comptabilité de l'eau en cours

La première formation régionale organisée dans le cadre du projet WES, consacrée à la comptabilité de l'eau, devait initialement avoir lieu en juin 2020 à ATHÈNES, en Grèce. En raison de la pandémie de COVID-19, et des mesures qu'elle impose de prendre, la décision a été prise de reporter cette formation au mois de septembre et de l'assurer en ligne. Étant donné qu'il est en outre peu probable que les événements planifiés pour le mois de septembre puissent se dérouler sur le terrain/en présentiel, l'équipe du projet a déjà choisi une plateforme en ligne dont les fonctionnalités permettent d'assurer à distance des formations pouvant accueillir jusqu'à 40 personnes situées dans des lieux différents (à leur domicile ou sur leur lieu de travail), qui participent en mode vidéo. Le format de ces formations permet aux participants d'intervenir et de partager leurs écrans. Un service d'interprétation simultané sera également assuré sur cette plateforme, qui peut également héberger plusieurs sessions en petits groupes se déroulant en parallèle. Au vu du nouveau format de cette formation, le contenu du programme est actuellement en cours de remaniement.

Cette formation régionale a pour objet de présenter la comptabilité de l'eau en tant qu'outil permettant d'aboutir à une gouvernance intégrée de l'eau et à un bilan hydrique durable, et d'en comprendre l'importance pour la surveillance et les contrôles en matière d'eau. Cette activité de formation est conforme à la stratégie Eau de l'Union pour la Méditerranée (UpM), elle satisfait aux normes internationales du cadre central du système de comptabilité économique et environnementale et du système de comptabilité environnementale et économique de l'eau des Nations unies. Elle veillera également à être en complémentarité avec le mécanisme de soutien au deuxième système de partage d'informations sur l'environnement de l'instrument européen de voisinage Sud (IEV SEIS II Sud), qui vise à améliorer la disponibilité et l'accès à des informations pertinentes sur l'environnement au profit d'une élaboration efficace et informée des politiques dans le voisinage Sud.

Cette formation régionale s'adresse aux experts de l'eau des ministères concernés et des bureaux de la statistique des pays partenaires du projet WES. Le programme de formation comprend une introduction exhaustive au concept général des comptes de l'eau (composantes Environnement et Économie), la présentation des avantages de la comptabilité de l'eau et de l'utilisation des résultats de la comptabilité de l'eau (par exemple, le processus des objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies) et la démonstration de la gestion des comptes relatifs aux flux et aux actifs physiques en mettant en œuvre le système de comptabilité environnementale et économique de l'eau des Nations unies. Il prévoit également des moments d'échanges, notamment sur une éventuelle mise en œuvre de la comptabilité de l'eau dans les pays des participants. C'est au bureau de conseil et d'études LDK Consultants Global EEIG qu'il appartiendra de mettre en œuvre cette activité de formation.



Water and Environment Support (WES)

info@wes-med.eu



La présente publication a été produite grâce au soutien financier de l'Union européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité de l'équipe du projet WES et ne rend pas nécessairement compte des avis et positions de l'Union européenne.

www.wes-med.eu

